

## Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

Depuis la mi-avril 2018, un nouveau comité directeur préside à la destinée de l'European Milk Board.

Lors d'une assemblée générale très émouvante, nous avons fait nos adieux, après 12 ans, à Romuald Schaber, fondateur et président de l'EMB. John Comer a aussi remis son mandat après 6 ans d'engagement. Deux jeunes producteurs de lait motivés, l'Irlandais Pat McCormack et l'Allemand Johannes Pfaller, ont été élus au nouveau comité directeur.

La situation actuelle impose plus que jamais aux producteurs de lait européens de se montrer très présents. Le comité directeur de l'European Milk Board est conscient de la responsabilité qui lui incombe. Ce n'est qu'en nous engageant tous que nous obtiendrons un prix du lait couvrant les coûts pour tous les éleveurs laitiers d'Europe et qui nous garantisse une rémunération équitable pour notre travail quotidien.

Le temps presse – nous devons tous être conscients qu'il sera très difficile de préserver nos exploitations familiales si nous n'obtenons pas rapidement des conditions cadres sur le marché du lait qui nous permettent de percevoir des prix équitables.

Lors de l'assemblée générale, il a également été décidé de mettre encore davantage l'accent sur la solidarité entre les éleveurs laitiers en Europe. Nous voulons faire comprendre aux décideurs européens que l'EMB forme un bloc et que nous ferons tout pour transmettre des exploitations saines et viables à la prochaine génération.

Nous avons besoin MAINTENANT d'une solution paneuropéenne permettant d'adapter la production de lait à la situation du marché. La première chose à faire est de rendre l'Observatoire européen du Marché du Lait pleinement opérationnel. Il doit devenir un organe européen capable de décider de l'opportunité d'adapter les volumes. Il peut s'agir d'augmenter la production en cas de forte demande ou de la réduire si l'offre est excédentaire. Personne n'a besoin d'un observatoire qui se contente d'observer sans réagir aux crises !

Nous continuons de rechercher le dialogue avec les institutions européennes, les ministres de l'agriculture et tous les acteurs du marché du lait. Notre but est de faire avancer la situation des producteurs de lait en Europe. Parallèlement, nous préparons des actions et des campagnes. Les idées ne nous manquent pas.

Pour ma part, j'ai été profondément motivé par l'enthousiasme et la détermination, manifestés lors de la dernière assemblée générale, à défendre nos intérêts dans la solidarité. L'EMB vit avec ses producteurs de lait et nous sommes disposés à agir pour pouvoir continuer à exercer notre activité. Ce n'est que si nous, les agriculteurs, nous voyons verser un prix couvrant les coûts et percevons une rémunération décente, que nous pourrions continuer de livrer les produits de qualité que le consommateur est en droit d'attendre. Les producteurs, les transformateurs, la distribution et les consommateurs doivent s'engager en faveur de ces objectifs : pour une agriculture durable et la préservation des exploitations familiales.

### EMB Bulletin mai 2018

- Une baisse des subventions agricoles impose un cadre pour garantir des prix rémunérateurs
  - Proposition d'investissement: investissez 0,25 centimes et recevez 5 à 10 fois plus en retour, voire plus encore
  - Groupements de producteurs - comment obtenir des conditions de livraison équitables
  - Conférence des ministres de l'agriculture des Länder : impasse de la politique laitière
  - Comment le lait européen nuit aux agriculteurs africains
- Vous pouvez nous trouver sur Facebook

### Contact

#### EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124  
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

[office@europeanmilkboard.org](mailto:office@europeanmilkboard.org)

[www.europeanmilkboard.org](http://www.europeanmilkboard.org)

Au travail, il n'y a pas de temps à perdre ! Le comité directeur et moi-même avons besoin de votre soutien à tous. L'union fait la force !

*Erwin Schöpges, président de l'European Milk Board*

---

## **Une baisse des subventions agricoles impose un cadre pour garantir des prix rémunérateurs**

### **L'UE est-elle suffisamment progressiste pour engager véritablement la stabilisation du revenu des agriculteurs ?**

Selon une proposition du commissaire européen au Budget, Günther Oettinger, le budget de l'agriculture doit être réduit de 5 %.

Les économies prévues dans le cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027 ont été présentées la semaine dernière à Bruxelles.

### **Adieu les subventions – vers des prix équitables pour le lait ?**

Une réduction des fonds agricoles n'a de sens que si, dans le même temps, il est possible d'atteindre des prix couvrant les coûts. Sinon, la situation des producteurs de lait européens ne fera que s'aggraver. Surtout dans un contexte où ceux-ci ne font que se traîner d'une crise à une autre.

Erwin Schöpges, le président de l'European Milk Board (EMB), n'est pas a priori opposé à une réduction de la dépendance des producteurs aux subventions : « Nous, les producteurs de lait, ne demandons pas mieux que de tirer nos revenus de la vente de notre lait. Encore faudrait-il pour cela que les prix suffisent à couvrir les coûts, c'est-à-dire que notre lait ne doit pas se vendre à un prix inférieur aux coûts de production comme c'est le cas actuellement. » Pour lui, si la politique communautaire prévoit de réduire les subventions, il est d'autant plus urgent de créer les conditions nécessaires pour que les prix couvrent les coûts.

### **Jusqu'ici, l'écart entre les prix et les coûts était atténué par les versements directs**

D'après les prévisions de l'UE, les versements directs aux agriculteurs européens devraient être réduits de 4 % à partir de 2021. En Allemagne, par exemple, le coût de production total avant déduction des aides était de 44,48 centimes/kg de lait en janvier 2018. Les producteurs ne se sont toutefois vus verser que 36,75 centimes/kg. Les versements directs de 2,69 centimes/kg de lait ont permis d'amortir légèrement le déficit de 7,73 centimes.

Les collègues français sont dans une situation semblable. Le **coût de production** total avant déduction des aides était de 49,25 centimes/kg de lait en janvier 2017. Les producteurs ont reçu un prix de 34,42 centimes. Ce déficit important, de près de 15 centimes/kg de lait, était jusqu'ici légèrement tempéré par 4,11 centimes/kg d'aides directes de l'UE.

Si ces versements directs sont réduits à l'avenir, sans qu'on ait mis en place sur le marché un cadre garantissant des prix couvrant les coûts, les revenus des producteurs de lait ne feront qu'empirer.

### **Un cadre pour un revenu stable des producteurs**

L'European Milk Board exige la mise en place d'un cadre légal permettant de maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande, et donc d'obtenir des prix stables et suffisants pour couvrir les coûts. Le **Programme de responsabilisation face au marché** de l'EMB prévoit, par exemple, une renonciation volontaire aux livraisons en cas de déséquilibre du marché afin de s'opposer à la chute des prix entraînée par la surproduction.

Sieta van Keimpema, productrice de lait aux Pays-Bas et vice-présidente de l'EMB, déclare encore : « J'apprécie beaucoup que la Commission européenne formule actuellement des propositions législatives pour lutter contre les pratiques déloyales dans la chaîne d'approvisionnement, et donc au niveau microéconomique. Toutefois, nous avons besoin en premier lieu, au niveau macroéconomique, d'un prix du lait qui couvre les coûts de production. La politique agricole commune a besoin de propositions progressistes et d'un cadre efficace ! »

*Communiqué de presse de l'EMB du 9 mai 2018*

---

## **Proposition d'investissement: investissez 0,25 centimes et recevez 5 à 10 fois plus en retour, voire plus encore**

Un tel titre ne se veut pas être drôle ou un boniment de vente, c'est en réalité une solution possible pour éliminer le stock de lait en poudre écrémé.

Il n'échappe à personne que, du Commissaire Hogan jusqu'aux Parlements nationaux, aux laiteries et il va sans dire aux producteurs de lait, l'énorme stock de lait écrémé en poudre (LEP) exerce une pression massive sur le prix actuel du lait. Officiellement, tout le monde veut l'éliminer mais en réalité, il y a de nombreux acheteurs qui profitent du stock de lait en poudre écrémé pour assurer un lait bon marché aux laiteries.

Il devrait être possible d'acheter le stock pour moins de 1 100 EUR la tonne. S'il y a 350 000 tonnes de stock, le prix d'achat de l'ensemble sera de 385 millions d'euros. La production totale de lait dans l'UE est d'environ 165 milliards de kilos par an. À la lumière de ces deux éléments, les producteurs de lait de l'UE seraient à même d'acheter tout le stock de la production annuelle au prix d'un quart de centime le kilo. Le loyer ne devrait pas poser de problèmes, deux hectares devant être suffisants pour le stock de poudre de lait écrémé. Si la bâche ne résiste pas, se déchire, nous nous y ferons étant donné que l'intention n'est pas de vendre la poudre à un prix inférieur à son coût. Si le cas devait se produire, le stock serait abandonné sur place. Il se pourrait que la poudre ne soit d'ailleurs jamais vendue mais elle pourrait alors se convertir en statue de la liberté de la production de lait européenne.

Trouvez-vous ce scénario fou ? Peut-être tout comme l'est l'entreposage des produits pour lesquels il n'y a jamais eu de marché. Même Hogan s'est rendu compte rétrospectivement de la bétise : « Il n'est pas logique de poursuivre la production d'un produit pour lequel il n'y a pas de marché en étant convaincu que le contribuable, dans ce cas, par l'intermédiaire de la Commission, renflouera ». Telle fut sa réponse à une proposition allemande concernant le stock de lait écrémé en poudre. LDM, l'Association nationale des producteurs de lait danois, se rallie au point de vue du Commissaire, celui de permettre donc aux producteurs de lait d'acheter la poudre comme signe de leur liberté.

*Kjartan Poulsen, Landsforeningen af Danske Mælkeproducenter (LDM)*

---

## **Groupements de producteurs - comment obtenir des conditions de livraison**

## équitables

Quand des éleveurs laitiers s'associent en groupements de producteurs, c'est parce qu'ils veulent développer des circuits de commercialisation alternatifs. Le processus inexorable de concentration des laiteries fait qu'il est très difficile pour les exploitations individuelles, mais aussi pour les groupements de producteurs, de trouver de nouveaux acheteurs.

© EMB

Par le passé, de nombreux groupements nouvellement créés avaient recours à la BMG (*Berliner Milcheinfuhr-Gesellschaft*). Pour Peter Guhl, éleveur laitier et président de MEG Milch Board, si la faillite de la BMG était due à des erreurs de gestion, elle est aussi tombée à point pour le secteur, en l'occurrence pour les autres laiteries ; en témoigne, selon lui, leur absence de soutien ou l'aide très hésitante qu'elles ont apportée. La perte de la BMG a entraîné, par voie de conséquence, la dissolution de nombreux groupements de producteurs. Pour M. Guhl, ces agriculteurs seront peu enclins à se lancer dans un projet alternatif de commercialisation à l'avenir.

Toutefois, que faire d'autre si l'on souhaite s'affranchir des rapports de dépendance vis-à-vis des laiteries et modifier un mécanisme de formation des prix rétrograde agissant au détriment des éleveurs laitiers ? MEG Milch Board exige une intervention réglementaire de la part des responsables politiques. Concrètement, cette organisation demande une remise à plat des relations de fourniture entre producteurs laitiers et laiteries sur la base de l'article 148 (règlement (UE) N°1308/2013) de l'organisation commune du marché. « Ce texte permet au législateur national de mettre en place sur son territoire une obligation générale de conclure un contrat. En particulier, ces contrats doivent inclure des règles portant sur les prix, les volumes et la durée », indique MEG Milch Board dans un courrier à ses membres.

Cette revendication n'a pas trouvé beaucoup d'écho auprès des responsables politiques interpellés ou du ministère fédéral de l'agriculture. L'argument avancé ici est que cette idée n'aurait pas le soutien des producteurs et que c'est au « secteur » de trouver des solutions pour lui-même. M. Guhl, lui, rétorque que la première chose à faire serait de définir clairement ce concept de secteur. En effet, mettre les éleveurs laitiers, les laiteries, les négociants et la distribution dans le même sac, simplement parce que leurs activités ont trait au lait, revient à ignorer non seulement les profondes divergences qui existent entre leurs intérêts, mais également les écarts importants en termes de taille et donc de rapport de force.

Il serait souhaitable de s'orienter sur les différents niveaux de création de valeur, par exemple de définir les producteurs de lait comme formant un secteur. Il s'agit d'établir un règlement contractuel prévoyant le volume concret en kg pouvant et devant être livré sur une durée précise et le prix concret en euros/kg fixé. Pour M. Guhl, son groupement de producteurs est la preuve que ce système fonctionne. L'année dernière, les agriculteurs qui y participent ont livré 99,16 % du volume de lait prévu.

*Article de Marcus Nürnberger, paru dans "Bauernstimme", mai 2018*

---

## Conférence des ministres de l'agriculture des Länder : impasse de la politique laitière

« Il nous est arrivé de progresser davantage » – cette déclaration du ministre de l'agriculture de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, Till Backhaus, résume assez bien le résultat de la conférence des ministres de l'agriculture des *Länder* (avril 2018) concernant le secteur laitier.

En raison du principe d'unanimité, la résistance de certains ministres de l'agriculture a suffi à freiner les réorientations nécessaires pour permettre au marché du lait de résister aux crises. À l'évidence, même le consensus qui prévaut, par-delà les clivages politiques, dans les assemblées régionales de Bavière, Saxe-Anhalt et Mecklembourg-Poméranie-Occidentale en faveur d'une gestion efficace des volumes au niveau européen n'a toujours pas suffi à donner aux ministres de l'agriculture l'élan nécessaire pour élaborer une position pragmatique et dépassant les lignes partisans lors de cette conférence des ministres de l'agriculture.

Le niveau toujours aussi élevé des stocks de lait écrémé en poudre de l'intervention de l'UE, qui continuent de peser massivement sur le marché, aurait également dû inciter les ministres de l'agriculture à s'engager davantage pour une résorption, rapide et sans conséquence néfaste pour le marché, de ces montagnes de poudre. Par ailleurs, lors de l'emploi des stocks de lait écrémé en poudre pour des programmes d'aide internationale visant à améliorer la situation alimentaire sur place, il importe de s'assurer qu'on ne détruit pas les marchés locaux en voie de développement. Tout ce qui semble humanitaire ne l'est pas forcément.

#### **Décisions des assemblées régionales sur le lait**

D'après les décisions prises en Bavière, Saxe-Anhalt et Mecklembourg-Poméranie-Occidentale concernant le lait, les relations entre les producteurs de lait et les laiteries doivent prendre un caractère plus contraignant. D'après l'article 148 de l'organisation commune du marché, les directives des États doivent définir des contrats obligatoires qui déterminent, préalablement à la livraison, des prix fixes pour des quantités et qualités définies sur une durée précise.

Ainsi, selon la décision de l'assemblée régionale de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, il ne s'agit pas seulement d'étendre le travail de l'Observatoire européen du Marché du Lait, afin de percevoir les évolutions du marché plus tôt et de manière plus approfondie. Le parlement régional attend également de la Commission européenne qu'elle adjoigne au filet de sécurité existant au niveau européen la possibilité d'une réduction des volumes de lait dans toute l'Europe, limitée dans le temps et sans indemnisation, en tant qu'instrument de règlement de crise.

*Johannes Fritz, Bundesverband Deutscher Milchviehhalter e.V. (BDM)*

---

## **Comment le lait européen nuit aux agriculteurs africains**

Les multinationales de produits laitiers, qui brassent des milliards d'euros, tirent profit des prix cassés du lait en Europe pour inonder de façon très agressive l'Afrique de l'Ouest. En l'espace de cinq ans, elles ont presque triplé leurs exportations vers cette région sous la forme de lait en poudre produit par les agriculteurs européens massivement subventionnés. Le lait en poudre est ensuite transformé en lait liquide à destination de la nouvelle classe moyenne en plein essor.

Cette course du lait corrobore les accusations, déjà anciennes, selon lesquelles les pays pauvres paient un lourd tribut à Bruxelles et ses politiques agricoles. En effet, la pression de l'Europe sur les producteurs laitiers africains s'est intensifiée en 2015, lorsque l'UE a supprimé les quotas laitiers. Avec des prix à des niveaux historiquement bas, l'industrie laitière avait désespérément besoin de nouveaux marchés pour écouler ses surplus. Étant donné la population et demande en lait croissantes de l'Afrique de l'Ouest, se tourner vers celle-ci tombait sous le sens. Entre 2011 et 2016, les exportations de lait en poudre de l'UE vers l'Afrique de l'Ouest ont été propulsées de 12 900 tonnes à 36 700 tonnes, la plupart à destination du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Nigeria, qui exportent à leur tour leurs produits vers les pays voisins.

Face à des multinationales telles que Danone, Arla et FrieslandCampina, qui construisent des usines pour traiter le lait importé d'Europe, les agriculteurs africains ont beaucoup de mal à rester compétitifs. Bien que la production locale n'ait jamais entièrement réussi à combler la demande, les experts tirent la sonnette d'alarme : ce récent déluge de lait risque d'asphyxier la production locale, entraînant la région dans la dépendance.

« Ceux qui vivent du lait peinent à s'en sortir », déclare Adama Ibrahim Diallo, le président du syndicat burkinabé des producteurs laitiers et des petits exploitants. Selon lui, les agriculteurs de sa région commencent à baisser les bras. Diallo met en exergue que la question sécuritaire dans le Sahel en pâtit également. « Les fils d'éleveurs se transforment en djihadistes, non pas par conviction mais parce qu'il n'y a pas d'emploi. » « Le problème est intrinsèquement lié à la surproduction », dit-il. « La stratégie des multinationales est de s'implanter en Afrique de l'Ouest pour écouler leur lait. »

### Plus de lait, plus de marchés

Les entreprises laitières européennes prétendent devoir vendre leur lait au-delà des frontières de l'UE pour survivre. À titre d'exemple, Arla Foods (une coopérative laitière danoise avec un chiffre annuel de 10 millions d'euros) a établi une usine en Côte d'Ivoire en 2013 pour traiter son lait en poudre. En 2015, elle a ouvert des infrastructures supplémentaires au Nigeria et au Sénégal. Danone a fait une entrée encore plus musclée en 2013 en achetant 49 % des parts chez Fan Milk, avec des usines dans six pays d'Afrique de l'Ouest. L'entreprise française est devenue propriétaire en 2016. D'autres tels que Nestlé et FrieslandCampina, une coopérative néerlandaise, sont implantés dans la région depuis des décennies. Mais toutes deux ont procédé à d'importants investissements juste avant la levée des quotas. Ainsi, FrieslandCampina a construit une usine supplémentaire en Côte d'Ivoire en 2014, parallèlement à Nestlé qui a ouvert une nouvelle usine au Ghana la même année.

La dégringolade des prix provoquée par une surproduction en Europe a aussi encouragé les exportations, qui ont bondi de 38 % en 2017 par rapport à l'année précédente. Pour donner un exemple, le prix du lait en poudre écrémé est passé de 3,30 €/kilo au début de 2014 à 1,70 € à la même période en 2016, avant de chuter à 1,30 € en mars 2018.

C'est en raison de l'omniprésence du lait européen bon marché que l'offre locale n'est pas intéressante d'un point de vue économique. À titre d'exemple, du lait produit localement au Sénégal coûte environ 1 \$/litre, d'après une étude publiée l'année dernière par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture alors que du lait produit à partir de LEP ne coûte que la moitié.

Tous les producteurs de lait européens en Afrique de l'Ouest assurent travailler avec des partenaires locaux. Par exemple, Danone finance une usine à lait au Sénégal pour les éleveurs laitiers locaux et FrieslandCampina et Arla travaillent avec des producteurs de lait nigériens.

Cependant, certains acteurs locaux balaisent ce genre de mesures en disant que les multinationales ne font que jeter de la poudre aux yeux. « Ce n'est que pour s'attirer les grâces de l'Union européenne », dit Diallo, le président du syndicat

laitier burkinabé. « Ces entreprises sont venues pour faire des affaires et non pour aider les producteurs ».

*Extrait de l'article « Comment le lait européen nuit aux agriculteurs africains » „How EU milk is sinking Africa's farmers” en anglais) par Emmet Livingstone/POLITICO, 18 avril 2018*

---

**Vous pouvez nous trouver sur Facebook**

---

European Milk Board ASBL

Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tel: +32 (0)2808 1935

Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: [office@europeanmilkboard.org](mailto:office@europeanmilkboard.org)

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-mai-2018.html>